

## les dissidents lancent une nouvelle organisation et revendiquent la moitié des militants. Mélanie Luce parle de 15 %

4 minutes

---

Les anciens membres de l'Unef ayant annoncé il y a quelques jours leur départ du syndicat ([lire sur AEF info](#)) lancent une nouvelle organisation, la Fédération syndicale étudiante, mercredi 22 mai 2019. Ils précisent que si le courrier actant la scission avec l'Unef était signé par 86 personnes, cette nouvelle organisation agrège "un peu plus de la moitié des militants de l'Unef". De son côté, Mélanie Luce évoque auprès d'AEF info des chiffres "largement gonflés", jugeant pour sa part que ces départs représentent au maximum "15 % des membres de l'Unef".

"C'est près d'un tiers de l'équipe du bureau national de l'Unef (hors statutaires nationaux) qui prend part à ce départ, deux des trois élus Unef du Cnous et plus de la moitié des militants", écrivent les fondateurs de la "Fédération syndicale étudiante", nouvelle organisation issue d'une scission d'une partie de l'Unef emmenée notamment par la tendance unité et action syndicale. Selon eux, "les scores des tendances minoritaires sont sous-évalués [par l'Unef] par rapport à leur poids réel en termes de militants". Ils accusent la tendance majoritaire de l'Unef d'être "juge et partie de [leur] représentation officielle au sein du syndicat, bien loin des réalités sur le terrain". Concernant le Cneser, dont les élections des représentants étudiants sont prévues en juin prochain ([lire sur AEF info](#)), ils estiment ne pas pouvoir "déterminer d'avance à quoi cela aboutira même si l'on peut dès maintenant envisager des bouleversements en notre faveur".

"Ces militants sont principalement répartis sur 13 villes universitaires : Lille, Amiens, Rouen, Le Havre, Caen, Rennes, Nantes, Poitiers, Limoges, Bordeaux, Marseille, Cergy et Paris (Sciences Po Paris et Sorbonne université)", ajoute la nouvelle fédération, précisant que l'organisation "a vocation à s'étendre et réunir des sections syndicales et comités syndicaux dans l'ensemble des villes universitaires, dans un maximum d'établissements".

"Des chiffres largement gonflés" (M. Luce)

"Ces chiffres sont largement gonflés et ces anciens membres représentent tout au plus 15 % des membres de l'Unef", réagit Mélanie Luce auprès d'AEF info. Elle précise que si lors du dernier congrès de l'Unef, la TUAS avait recueilli 21 %, elle a connu "une scission il y a un an et demi". Selon elle, ce n'est donc qu'une partie de cette tendance qui quitte aujourd'hui l'Unef. "Si la moitié de la base militante de l'Unef était réellement composée de 86 personnes, j'aurais du souci à me faire", ironise-t-elle.

Interrogée sur le fait que deux des trois élus de l'Unef au Cnous – Angela Lopez et Thibaud Moreau – quittent aujourd'hui le syndicat, Mélanie Luce répond : "S'ils étaient cohérents avec leur texte qui critique la participation aux instances, il faudrait qu'ils démissionnent de leur mandat de l'Unef."

"Ces départs sont regrettables, car ils divisent le milieu étudiant face à un gouvernement dont l'action fait reculer les droits des étudiants. Au lieu de faire le choix de réfléchir ensemble aux évolutions que doit prendre l'Unef, ces anciens membres choisissent de partir et cela ne se fait pas dans l'intérêt des étudiants", insiste-t-elle.